

Algérie : Le principal parti islamiste revendique déjà la victoire aux législatives boycottées

Page 7

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

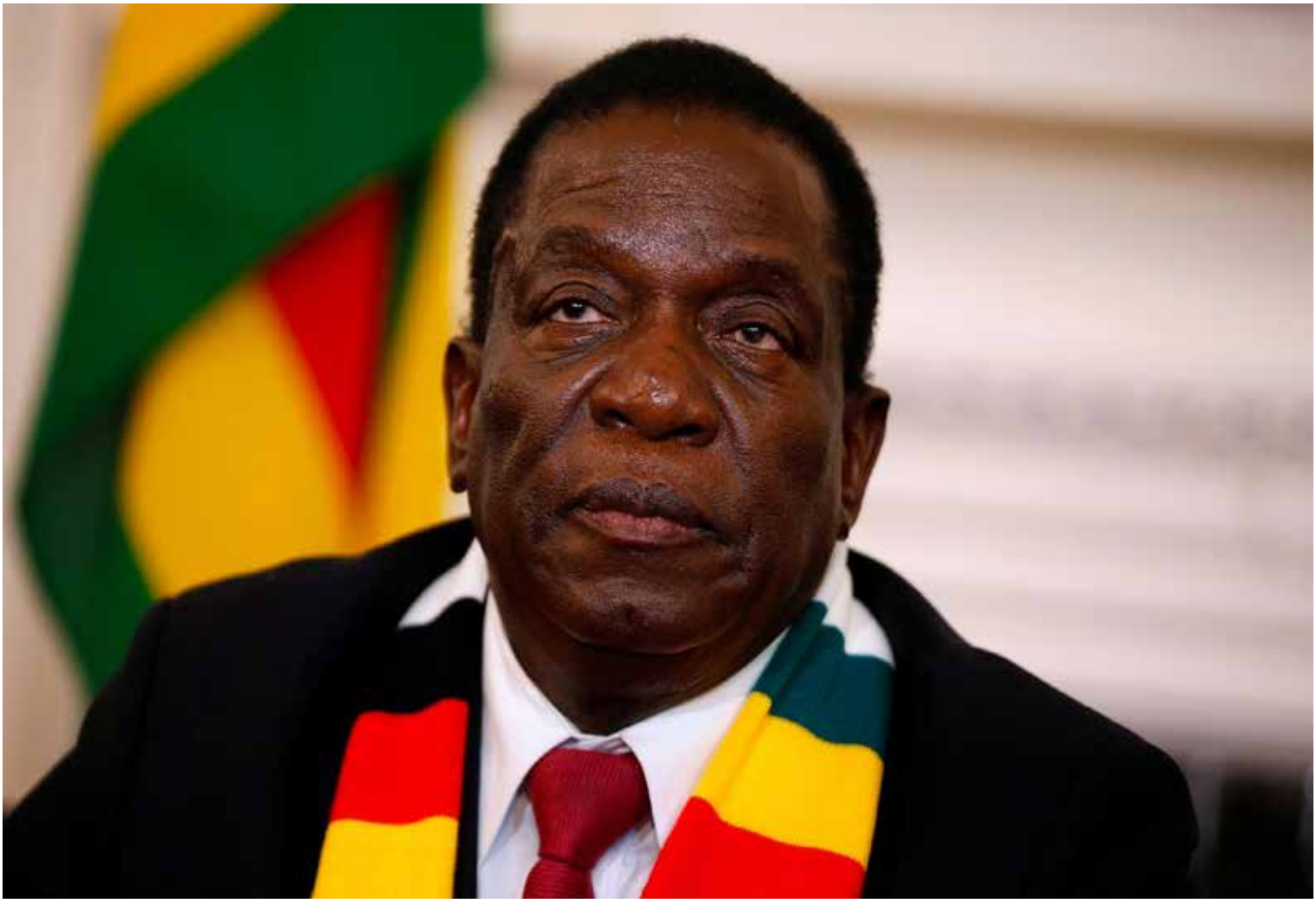
du mardi 15 juin 2021

7 jrs/7

N°1651 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Zimbabwe : Le président Mnangagwa accusé d'instrumentalisé la justice contre l'opposition

Page 9



Le Premier ministre soudanais appelle à un accord juridique contraignant sur le remplissage et l'exploitation du barrage Renaissance

Page 12



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

SANTÉ

Retour sur les dix dates clés de l'évolution de l'épidémie de sida

Retour sur les grandes étapes de l'épidémie de sida, de son émergence il y a 40 ans jusqu'aux premiers traitements et à l'espoir actuel d'une éradication.



Photo d'illustration

– 1981: première alerte –

Le 5 juin 1981, la principale agence américaine de santé publique, les CDC, signalent une forme rare de pneumonie chez de jeunes homosexuels californiens. C'est la première alerte sur le sida.

On ignore alors tout de cette maladie qui n'a pas encore de nom. Les autorités sanitaires rapportent ensuite les mêmes « infections opportunistes » chez des consommateurs de drogues injectables (fin 1981), des hémophiles ayant recours à des transfusions sanguines (mi-1982), des Haïtiens résidant aux Etats-Unis (mi-1982). On parle alors de maladie des « 4H » (homosexuels, héroïnomanes, hémophiles et Haïtiens).

Le terme anglais « aids » (« acquired immune deficiency syndrome ») apparaît en 1982. En français: « sida », pour syndrome d'immunodéficience acquise.

– 1983: découverte du virus –

En janvier 1983, à l'Institut Pasteur à Paris, les chercheurs Françoise Barré-Sinoussi et Jean-Claude Chermann, sous la direction de Luc Montagnier, isolent un nouveau virus qu'ils baptisent LAV et qui « pourrait être impliqué » dans le sida.

Le 23 avril 1984, les Etats-Unis annoncent que le spécialiste américain des rétrovirus Robert Gallo a trouvé la cause « probable » du sida, un rétrovirus baptisé HTLV-III.

LAV et HTLV-III s'avèrent être le même virus, baptisé en 1986 virus de l'immunodéficience humaine, ou VIH.

– 1987: premier traitement –

Le 20 mars 1987, le premier traitement antirétroviral AZT est autorisé aux Etats-Unis. Il est coûteux et ses effets secondaires importants.

Le 31 mars, un accord est signé entre la France et les Etats-Unis pour mettre fin au contentieux sur la paternité de la découverte

La suite à la page 3

SANTÉ

La suite de la page 2

du VIH. Françoise Barré-Sinoussi et Luc Montagnier recevront, en 2008, le prix Nobel de médecine pour cette découverte.

– Début 90: des étoiles tombent –

L'acteur américain Rock Hudson est la première victime célèbre du sida en octobre 1985. Au début des années 1990, plusieurs étoiles tombent: Freddie Mercury en novembre 1991, Rudolf Noureev en janvier 1993.

En 1994, le sida devient la première cause de décès parmi les Américains de 25 à 44 ans.

– 1995-96: début des trithérapies –

En 1995-96, l'arrivée de deux nouvelles classes de médicaments marque un tournant: les inhibiteurs de protéase et les inhibiteurs non-nucléosidiques de transcriptase inverse.

C'est le début des combinaisons de différents antirétroviraux: les trithérapies, qui se révèlent très efficaces contre le virus. En 1996 aux Etats-Unis, pour la première fois, le nombre de victimes décline.

– 1999: 50 millions –

Un rapport de l'OMS et l'Onusida (branche sida de l'ONU) en novembre 1999 évalue à 50 millions les personnes infectées par le VIH depuis le début de l'épidémie dont 16 millions décédées. L'Afrique est le premier continent touché avec 12,2 millions de séropositifs.

– 2001: médicaments génériques –

Après un accord signé en 2000 par Onusida et cinq grands laboratoires pour distribuer des traitements abordables dans les pays pauvres, un compromis est signé le 13 novembre 2001 à l'OMC pour permettre aux pays en développement de fabriquer des médicaments génériques.

– 2012: premier traitement préventif –

Le 16 juillet 2012, un premier traitement préventif dit PrEP (prophylaxie pré-exposition), le cocktail antirétroviral Truvada, est autorisé aux Etats-Unis. Depuis, ce type de traitement a prouvé son efficacité et permis à des personnes à risque de se protéger en prenant un comprimé à titre préventif.

– 2017: 50% des malades traités –

Aujourd'hui, cette proportion avoisine les trois-quarts: 27,4 millions de personnes traitées sur 37,6 millions de personnes infectées (estimations Onusida pour 2020).

– 2020: l'ombre du Covid –

La pandémie de Covid-19 vient jeter une ombre sur l'objectif affiché par Onusida: mettre « fin à l'épidémie d'ici 2030». Les confinements et fermetures de frontières limitent l'accès aux services de santé, ralentissent production et distribution d'antirétroviraux et risquent de stopper les progrès contre une épidémie qui a tué 34,7 millions de personnes, selon les derniers chiffres de l'Onusida.

Source : Le Mauricien

Lucien DAKISSAGA

SANTÉ

1,6 million de nouveau-nés en Égypte examinés pour une perte auditive, (ministère de la Santé)

La ministre égyptienne de la Santé et de la Population Hala Zayed a annoncé dimanche 5 juin dernier que plus de 1,64 million de nouveau-nés avaient été examinés pour une perte auditive et une déficience auditive.



99 118 enfants avaient été transférés pour réexamen via un test de confirmation

Selon le Daily News Egypt, le dépistage à l'échelle nationale s'inscrit dans le cadre de l'initiative du président Abdel Fattah Al-Sissi pour la détection précoce et le traitement de la perte auditive et des déficiences auditives chez les nouveau-nés. Les derniers chiffres du ministère reflètent le nombre de nouveau-nés examinés depuis le lancement de l'initiative en septembre 2019.

Le ministère a déclaré que 4 215 enfants non égyptiens résidant en Égypte ont été examinés dans le cadre de l'initiative, qui a été lancée dans 1 346 centres de santé du pays, selon notre source. L'initiative vise à effectuer des examens auditifs pour les enfants à partir du jour de la naissance jusqu'à l'âge de 28 jours.

Dans un communiqué du ministère, publié par le Daily News Egypt, il a été révélé que 99 118 enfants avaient été transférés pour réexamen via un test de confirmation, une semaine après le premier examen dans la même unité.

Au total, 9 356 enfants ont été transférés après le deuxième test vers les hôpitaux de référence de leur gouvernorat pour une évaluation plus approfondie. Cela garantirait également que ceux qui ont besoin d'un traitement médical reçoivent l'attention appropriée. Ceux qui nécessitent une implantation cochléaire recevront l'orientation et le transfert nécessaires, selon l'état de l'enfant.

Récemment, le ministère de la Santé et de la Population a mis à jour les certificats de naissance pour inclure les résultats de l'examen auditif. L'enregistrement s'effectue au travers de la base de données des naissances et du dossier de vaccination, dans le but de constituer un dossier complet pour l'enfant reprenant son état de santé et garantissant sa sécurité.

Lucien DAKISSAGA

RDC

L'Italie enquête sur la mort d'un diplomate de l'ONU en RD Congo

Les procureurs italiens ont placé un officier de l'ONU sous enquête en lien avec le meurtre de l'ambassadeur d'Italie en République démocratique du Congo , qui a été tué en février avec deux autres personnes lors d'une attaque dans l'est du pays.



L'ambassadeur d'Italie Luca Attanasio, originaire de Limbiate tué dans une embuscade au Congo le 22 février , était responsable du Programme alimentaire mondial (PAM)

D'après le journal Il cittadino, des magistrats à Rome enquêtent sur le rôle d'un officier du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies en RDC, dont le nom n'a pas été divulgué, qui est accusé d'avoir omis de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires pour se prémunir contre une éventuelle attaque. Selon la même source, les procureurs de Rome ont récemment interrogé cinq responsables du PAM au sujet de l'attaque, au cours de laquelle l'ambassadeur d'Italie, Luca Attanasio, le soldat italien Vittorio Iacovacci et un chauffeur ont perdu la vie après une fusillade entre un groupe d'assaillants et des gardes forestiers congolais.

Selon les procureurs, le responsable de l'entreprise n'a pas pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection du convoi. Quelques jours après l'attaque, le ministère italien des Affaires étrangères a annoncé qu'une équipe du groupe d›opérations spéciales des carabiniers avait été envoyée en RDC pour recueillir des preuves pour l›enquête du procureur de Rome sur l'affaire. Dans une interview accordée au Corriere della Sera , la veuve d'Attanasio, Zakia Seddiki, a émis des doutes sur la sécurité du convoi. Attanasio avait été invité ce jour-là par le PAM pour visiter un projet humanitaire dans une école voisine.« Ils n'ont pas fait ce qu'ils auraient dû faire en traversant une zone à haut risque », a déclaré Seddiki à Corriere. Des dizaines de groupes armés opèrent dans et autour des Virunga, qui se trouvent le long des frontières de la RDC avec le Rwanda et l'Ouganda. Les gardes du parc ont été attaqués à plusieurs reprises, car les forces de sécurité locales manquent de ressources et sont mal formées et corrompues.



L'embuscade a eu lieu lors d'une tentative d'enlèvement près de la ville de Kanyamahoro, à environ 16 km au nord de la capitale régionale, Goma

K.Fiakofi

ILE DE LA RÉUNION

Une bactérie pour vaincre le virus de la dengue déjà expérimenté en Indonésie

A La Réunion, l'épidémie se maintient depuis plus de trois ans déjà sans réel recul et l'expérience qui a été menée sur les moustiques eux-mêmes visant à réduire l'expansion du virus de la dengue en Indonésie apparaît comme une aubaine pour l'île, nous fait savoir ipreunion.



Les premiers essais sur les moustiques porteurs de Wolbachia, une bactérie qui les empêche de transmettre les arbovirus (dengue, Zika, chikungunya…) sont prometteurs

Une bactérie appelée «Wolbachia» appliquée aux moustiques permettrait de limiter drastiquement la transmission de la dengue de l'insecte à l'humain. Les résultats de l'expérience menée sur 312.000 personnes montrent une réduction des cas de dengue de 77% selon ipreunion. Une découverte importante alors que de nombreux pays sont désormais touchés par la dengue. En effet, cette découverte scientifique se trouve être d'une grande importance dans la lutte contre le virus de la dengue. En Indonésie, dans la province de Yogyakarta, fortement touchée par la dengue, où l'étude a été menée s'est effectuée sur les moustiques eux-mêmes par le programme World Mosquito, relayée par le site de la BBC. La méthode consiste à utiliser la bactérie «Wolbachia» directement sur les moustiques, «pour réduire leur capacité à transmettre le virus aux humains» selon l'étude. Une colonie de moustiques infectés est entretenue par les scientifiques depuis 2013 en laboratoire.

Baisse de 77% des cas suite à cette nouvelle bactérie

Les moustiques contaminés par cette bactérie ont été relâchés toutefois dans une zone définie entre mars et décembre 2017. Les analyses se sont terminées en juillet 2020.Il s'avère, selon les résultats de cette étude publiés en ce mois de juin 2021, que les cas de dengue ont baissé de 77%, et les hospitalisations liées à la dengue ont été réduites de 86%, selon ipreunion. Pour les chercheurs, ces résultats encourageants bien qu'obtenus sur le long terme, donnent l'espoir que des recherches poussées en ce sens permettraient de réduire voire de finir par éliminer la dengue dans les différents pays concernés. A La Réunion l'épidémie dure depuis 2018 déjà avec des cas à la hausse ainsi que des décès. Depuis le 1er janvier 2021, 12 décès directement liés à la dengue ont été recensés. Cette nouvelle bactérie si elle est appliquée sur l'île permettra de réduire le taux de contamination de la maladie.

Pierre Oued.

ALGERIE

Le principal parti islamiste revendique déjà la victoire aux législatives boycottées

Si la plupart des Algériens ont décidé de snober les élections législatives, les résultats des urnes qui se font toujours attendre ont vu néanmoins un parti s'autoproclamer vainqueur. En effet, le principal parti islamiste en lice, le Mouvement de la Société pour la Paix (MSP), a revendiqué dimanche sa victoire.



Quelque 24 millions d'Algériens étaient appelés à élire les 407 députés de l'Assemblée populaire nationale pour cinq ans sans réel engouement



Les Algériens ne se sont pas bousculé pour aller voter à ces législatives

L'Algérie a connu ce samedi une élection largement boycottée dans son ensemble surtout par le mouvement de protestation de longue date Hirak, ce qui a conduit à une abstention généralisée. Selon News24, le taux de participation n'était que de 30,2%, a annoncé le chef de la commission électorale Mohamed Chorfi après le vote de samedi - le plus bas d'un scrutin législatif depuis au moins 20 ans. Cependant, un parti tente de tirer son épingle du jeu en se proclamant vainqueur de cette élection. Il s'agit du MSP, un parti islamiste. «Le MSP affirme arriver en tête dans la majorité des wilayas (préfectures) et à l'étranger», selon un communiqué diffusé par ce parti conservateur, considéré comme modéré, et qui «met en garde contre les nombreuses tentatives de modifier les résultats du scrutin comme cela se faisait avant». Avant d'ajouter «Nous appelons le président de la République (Abdelmadjid Tebboune) à faire respecter la volonté populaire», insiste ce parti, principale formation de l'opposition parlementaire, qui avait décidé de participer au scrutin pour «contribuer au changement souhaité», nous fait savoir l'AFP.

La suite à la page 8

ETHIOPIE

La suite de la page 7

Déclarations «infondées» du MSP

Mais aucun résultat, même provisoire, n'a encore été annoncé par l'Autorité nationale indépendante des élections. Une déclaration de son président Mohamed Chorfi était prévue ce dimanche mais elle a été repoussée. En raison du dépouillement «compliqué», il avait fait savoir samedi que les résultats officiels pourraient ne pas être annoncés avant plusieurs jours. Dans un communiqué, cité dimanche soir par plusieurs médias, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a réfuté les déclarations «infondées» du MSP, sans nommer le parti islamiste. Cependant, si elle se confirme, la victoire des islamistes n'est pas une surprise à proprement parler. Certains analystes prédisaient une majorité relative pour les partis de la mouvance islamiste. Avant les élections, le Hirak, qui réclame en vain un changement radical du «système» de gouvernance en place depuis l'indépendance en 1962, avait dénoncé une «mascarade électorale». L'opposition laïque et de gauche a boycotté le scrutin.

Pierre Oued.

L'ONU appelle à un cessez-le-feu dans la région du Tigré



Les Algériens ne se sont pas bousculé pour aller voter à ces législatives

Les agences humanitaires de l'ONU ont dénoncé jeudi dernier le blocage de l'aide par « *groupes armés* dans la région du Tigré en Éthiopie, où des millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire, dont 350 000 risquent de mourir de faim.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) »*a rapidement lancé une opération de secours alimentaire d'urgence, déployant plus de 180 employés et distribuant plus de nourriture pour aider 1,4 million de personnes, mais c'est à peine la moitié de ceux que nous devrions aider* a déclaré dans un communiqué le directeur exécutif de l'agence, David Beasley cité par Cameroon magazine. Dans une déclaration distincte, le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'UNICEF appellent à un cessez-le-feu, exigeant un accès libre à toutes les zones et exigeant de nouveaux financements selon la même source. Les agences des Nations Unies s'appuient sur les

La suite à la page 9

ZIMBABWE

La suite de la page 8

dernières données de « *Cadre intégré de classification de la salubrité des aliments*(IPC), la norme la plus couramment utilisée pour classer la sécurité alimentaire. L'échelle IPC distingue cinq phases possibles dans la situation alimentaire d'un pays, la cinquième étant celle de « *catastrophe/famine*« (Phase 5) dans laquelle tombent les 350 000 personnes menacées par la famine au Tigré.« *C'est le nombre le plus élevé de la phase 5 depuis la famine de 2011 en Somalie*», selon l'IPC. En rappel, le Tigré, cette région du nord de l›Éthiopie est en proie à un violent conflit opposant le gouvernement fédéral au dirigeant de la région, depuis plus de six mois. Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a lancé le 4 novembre 2020 une opération militaire contre les autorités tigréennes qui s'opposaient au pouvoir central, promettant avait promis une victoire. Mais six mois après la prise par l'armée fédérale de la capitale régionale Mekele, les combats se poursuivent dans la région, où la situation humanitaire inquiète la communauté internationale.

Oumou Konaté

Le président Mnangagwa accusé d'instrumentalisé la justice contre l'opposition



Photo d'illustration du président Mnangagwa

L'incarcération à la prison de sécurité maximale de Chikurubi et l'acquittement différé de deux militants de l'opposition par la Cour suprême la semaine dernière sont symptomatiques de la tentative désespérée de la Zanu-PF du président d'armer la loi et le système judiciaire pour écraser la dissidence.

Le président Emmerson Mnangagwa, qui est arrivé au pouvoir par un coup d'État militaire mêlé à une approbation publique relativement écrasante, s'était engagé à déployer une série de réformes politiques qui garantiraient que le Zimbabwe se débarrasserait de son statut de paria qui s'était bloqué sous l'ancien président. Le règne de près de quatre décennies de Robert Mugabe.

Cependant, force est de constater, selon Bulawayo News 24, que dans sa tentative de consolider son pouvoir, le président Mnangagwa, dans un cas typique de vieux vin dans de nouvelles peaux, a choisi toutes les stratégies

La suite à la page 10

ZIMBABWE

La suite de la page 9

du livre de règles de Mugabe pour réduire la dissidence et punir les opposants politiques tout en concevant de nouvelles tactiques sournoises.

Alors que le pouvoir judiciaire apparaît comme la nouvelle étape du complot de Mnangagwa pour faire taire l'opposition, les manœuvres de son administration pour restaurer Luke Malaba en tant que juge en chef ont suscité une indignation généralisée.

Grâceàunesérie d'amendements constitutionnels controversés, Mnangagwa a prolongé le mandat de Malaba de cinq ans après avoir atteint l'âge de la retraite stipulé de 70 ans.

Malaba, qui est largement perçu comme le loyaliste de Mnangagwa, selon notre source dans le contexte de batailles entre factions latentes déchirant la Zanu-PF, a présidé la demande de la Cour constitutionnelle (ConCourt) du leader de l'Alliance MDC de l'époque, Nelson Chamisa, contestant les résultats des élections générales de 2018. Malaba a confirmé la victoire contestée de Mnangagwa, mais a déclenché un nouveau débat sur la légitimité de Mnangagwa.

L'année dernière, trois militantes de l'opposition, Cecilia Chimbiri, Netsai Marova et Johanna Mamombe, auraient été enlevées pour avoir participé à des manifestations contre le gouvernement.

Un an plus tôt, des agents de la sécurité de l'État avaient également été accusés d'avoir enlevé l'ancien dirigeant de l'Association des médecins hospitaliers du Zimbabwe (ZHDA), Peter Magombeyi. Bien que Magombeyi ait refait surface plus tard, le gouvernement a déclaré que l'enlèvement avait été mis en scène.

L'administration de Mnangagwa a également suscité l'ire de la communauté internationale à la suite de l'arrestation du journaliste primé Hopewell Chin'ono, largement reconnu pour avoir dénoncé la manière irrégulière dont l'ancien ministre de la Santé Obadiah Moyo a attribué un appel d'offres de 60 millions de dollars à Drax International pour l'achat de consommables Covid-19.

Lucien DAKISSAGA

Lutte contre l'excision au Burkina : La jeunesse au cœur de la commémoration de la 21ème journée nationale

Célébrée le 18 mai de chaque année, le Burkina Faso a commémoré, en différé, vendredi 11 juin 2021, la 21e journée nationale de lutte contre la pratique de l'excision. Cette édition placée sous le patronage de Sika Kaboré, représentée par l'épouse du Premier ministre, Clémentine Dabiré, a mis en avant la contribution des jeunes dans la lutte contre cette pratique.

Le Burkina Faso a commémoré le 11 juin 2021, la journée nationale tolérance zéro aux mutilations génitales féminines. Cette 21e célébration nationale de lutte contre l'excision s'est tenue sous le thème « *Investir dans la jeunesse pour mettre fin à la pratique de l'excision au Burkina Faso d'ici à 2030* ».

La suite à la page 11

BURKINA FASO

La suite de la page 10



« C'est ensemble avec la jeunesse au-devant de la lutte que nous viendrons à bout de ce fléau »



« Chers jeunes vous apportez une part déterminante aux efforts déjà consentis par les devanciers », a dit la ministre en charge de la femme

Selon la ministre Marshall Ilboudo, le choix du thème de cette année n'est pas un hasard : « C'est elle, aujourd'hui qui, soit elle a subi, soit elle va subir l'excision ou encore c'est elle qui peut être actrice. Ça veut dire qu'elle aura des enfants et peut aussi perpétrer cette pratique néfaste. D'où la nécessité de parler aux jeunes et de leur dire combien leur place est importante dans la lutte contre la pratique de l'excision au Burkina Faso », a-t-elle justifié.

Ce choix « nous engage à renforcer les capacités de la jeunesse qui, vous le savez, s'est engagé auprès de SEM le Président du Faso, Champion de l'Union Africaine pour la promotion de l'élimination des MGF le 30 juin 2020 à œuvrer résolument à l'élimination des MGF dans notre pays, à travers des actions futures avec la jeunesse, fer de lance de notre nation afin d'accélérer l'atteinte de la tolérance zéro aux Mutilations Génitales Féminine (MGF) en 2030 » a-t-elle ajouté.

Roukiatou Sebgo, représentante des jeunes, a tenu a salué l'engagement de son du chef de l'état dans la lutte contre les mutilations génitales féminines. Aussi a-t-elle réitéré l'engagement pris par les jeunes « de maintenir le flambeau allumé et assurer la relève dans le cadre de la lutte contre les mutilations génitales féminines ; de combattre vivement et efficacement l'excision en usant de tous les moyens disponibles pour assurer à bien leur mission mais également d'inviter leur pairs jeunes à éviter le coup tranchant de la lame à leurs sœurs, et plus tard à leurs filles ». A cette effet c'est au total, 130 jeunes qui ont effectué le déplacement des 13 régions du pays afin de s'informer et se former sur les problématiques liées aux MGF. En retour, ils seront chargés de porter le flambeau de la lutte avec leurs pairs dans leurs régions respectives.

S'adressant aux jeunes, la représentante de la patronne

La suite à la page 12

BURKINA FASO

La suite de la page 12



Les jeunes s'engagent à maintenir le flambeau allumé et à assurer la relève dans cette lutte contre les MGF

de la cérémonie, Clémentine Dabiré, l'épouse du Premier ministre, leur a réaffirmé son soutien tout en les invitant à s'engager pleinement contre la pratique de l'excision car dit-elle, être persuadée que c'est ensemble avec la jeunesse au-devant de la lutte que le Burkina Faso viendra à bout de ce fléau aux conséquences désastreuses. De son côté, le représentant des partenaires techniques et financiers, Auguste Pognon, n'as pas manqué de rappelé que les MGF constituent une violation grave des droits des enfants, de la jeune fille et des femmes. Cependant il s'est réjoui que la jeunesse soit au cœur de la célébration de cette édition. Aussi il a rassuré de la disponibilité des Partenaires Techniques et Financiers à accompagner le Gouvernement et la Société civile dans leurs efforts communs pour l'élimination des MGF et les autres pratiques préjudiciables au bien-être des filles et des femmes au Burkina Faso.

Pour marquer la commémoration de cette journée, d'autres activités ont été organisées par les jeunes pour les jeunes. Il a s'agit d'une e-campagne dénommée « comprendre pour convaincre » avec les structures de jeunesse sur les réseaux sociaux et d'un micro-trottoir en lien avec le thème de la journée.

Roseline BADO /

Lucien DAKISSAGA

Le Premier ministre soudanais appelle à un accord juridique contraignant sur le remplissage et l'exploitation du barrage Renaissance

Le Premier ministre soudanais Abdullah Hamdouk a souligné dimanche la nécessité de parvenir à un accord juridique contraignant sur le remplissage et l'exploitation du barrage de la Renaissance en Ethiopie.

Alors que les négociations sont dans l'impasse, lors d'une réunion avec le président de la Commission de l'UA Moussa Faki Mahamat dimanche, le Premier ministre Hamdouk a déclaré que cela permettrait au Soudan de poursuivre ses projets de développement et d'éviter les dommages qui pourraient être causés en raison du manque d'informations détaillées concernant le remplissage et l'exploitation du barrage. Selon Egypt

La suite à la page 13

SOUDAN

La suite de la page 12



Le Soudan a mis en garde plus d'une fois contre le remplissage du GERD avant de parvenir à un accord juridiquement contraignant



Les trois pays ont signé la Déclaration de principes, selon laquelle les pays en aval Égypte et Soudan ne devraient pas être négativement affectés par la construction du barrage.

Today, Hamdouk a fait part des progrès réalisés jusqu'à présent dans les dossiers de la paix et du développement économique. Moussa Faki Mahamat a déclaré que l›UA suivait de près les négociations sur le barrage de la Renaissance et a convenu que le Soudan fournirait à l›Union de plus amples informations sur le barrage controversé.

Plus tôt en mai, l'Égypte a critiqué les récentes remarques éthiopiennes réitérant les plans unilatéraux d'achèvement du remplissage du Grand Barrage (GERD) malgré l'absence d'accord avec l'Égypte et le Soudan, affirmant que cela révèle les mauvaises intentions de l'Éthiopie et ses efforts pour saper les efforts de médiation en cours. Le ministère éthiopien des Affaires étrangères a déclaré qu'il prévoyait de commencer à produire de l'électricité à partir du GERD au cours de la prochaine saison des pluies, entre juin et août. Les propos du porte-parole éthiopien « révèlent à nouveau les mauvaises intentions de l'Éthiopie et ses efforts pour saper les efforts en cours des médiateurs internationaux et africains pour résoudre la crise du RGO », a déclaré le ministère égyptien. L'Egypte a ajouté que les propos éthiopiens montraient également la « volonté de ce pays d'imposer le fait accompli aux pays en aval, une affaire que l'Egypte n'a pas acceptée et n'acceptera pas ».L'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan sont en désaccord sur le barrage de 4 milliards de dollars, car le Caire a fait part de ses préoccupations concernant sa part d'eau 55,5 milliards de mètres cubes après que l'Éthiopie a commencé à construire le barrage sur le Nil Bleu en mai 2011.

K.Fiakofi

NIGERIA

Transport ferroviaire au Nigeria: un train à large écartement pour relier Lagos-Ibadan

Le président nigérian, Muhammadu Buhari, a lancé le jeudi 10 juin 2021, le projet de construction de voies ferrées à écartement standard pour relier Lagos-Ibadan, a rapporté journaldugabon.com. La cérémonie de lancement du projet a eu lieu dans la ville de Lagos.



Le système ferroviaire constitue une priorité pour transformer l'activité industrielle et économique au Nigeria

Au cours de la cérémonie, le chef de l'Etat nigérian a décrit le projet comme une autre étape importante dans la volonté de son administration de revitaliser le système ferroviaire et d'en faire un mode de transport de choix pour les passagers et le fret. Il a ajouté que son administration continuerait à donner la priorité au système ferroviaire en tant qu'épine dorsale du transport, capable de transformer l'activité industrielle et économique au Nigeria.

« Cette ligne vitale établit une chaîne d'approvisionnement logistique de bout en bout dans le transport ferroviaire entre Lagos et Ibadan, car les marchandises destinées à l'arrière-pays seront désormais transportées par train directement du quai du port d'Apapa jusqu'au dépôt de conteneurs intérieurs situé à Ibadan, d'où elles pourront être distribuées dans d'autres parties du pays », a déclaré Buhari, selon notre source. Il a aussi rappelé que dans le secteur ferroviaire, "d'autres projets d'infrastructures sont en cours comme l'achèvement de la portion restante Ibanda-Kano de la voie ferrée Lagos-Kano".



Cette ligne est "vitale" dans le transport ferroviaire entre Lagos et Ibadan, a précisé Muhammadu Buhari

Selon toujours les propos du président Buhari, "le projet ferroviaire Lagos-Kano, une fois achevé, reliera la ligne Kano-Maradi (en République du Niger) et qu'une liaison ferroviaire entre Lagos, le port du sud du Nigeria et Maradi, sera réalisée".

Leylatou TIENDREBEOGO

RDC

Miba, le géant minier du diamant peine à faire revivre ses jours de gloire

Miba, la société diamantaire d'État de la République démocratique du Congo, est à l'abandon. Autrefois poumon économique, de la province reculée du Kasaï-Oriental n'est aujourd'hui que l'ombre d'elle-même à cause de la mauvaise gestion et de la vétusté des infrastructures.



D'une production annuelle moyenne de six millions de carats principalement de diamants industriels au début des années 2000, la production ne dépassait pas 500 000 carats en 2008 et la moitié de celle de 2011



La mauvaise gestion, des infrastructures en ruine, des détournements de fonds et des pillages, en particulier pendant les deux grandes guerres du Congo entre 1997 et 2003

Depuis quelques années, Miba la Bakwanga Mining Company a commencé à entrer dans une longue spirale descendante, entraînant la ville avec elle. La mauvaise gestion, des infrastructures en ruine, des détournements de fonds et des pillages, en particulier pendant les deux grandes guerres du Congo entre 1997 et 2003, ont laissé Miba paralysé par la dette et à la merci de la chute des prix des matières premières.D'une production annuelle moyenne de six millions de carats principalement de diamants industriels au début des années 2000, la production ne dépassait pas 500 000 carats en 2008 et la moitié de celle de 2011, selon les données de la société.

Rémunération des employés

Miba doit plusieurs mois d'arriérés de salaire à ses employés, selon des membres du personnel qui ont requis l'anonymat. « Lorsque l'entreprise fonctionnait encore, les routes et les maisons étaient entretenues. Lorsque les toits en tôle ondulée étaient rouillés, ils étaient automatiquement remplacés », a déclaré à Nation africa, Mpoy Bilenga, .»Nous ne connaissons pas notre sort, plusieurs d'entre nous

La suite à la page 16

TUNISIE

La suite de la page 15

sont morts sans toucher de pension», a-t-il déclaré. Créée en 1961, Miba est détenue à 80 % par l'État, tandis qu'une société belge, Sibeka, détient une participation de 20 %. Bilenga, ancien chauffeur de l'entreprise, est à la retraite depuis 2012 mais dit attendre toujours de percevoir une pension pour «services rendus».

Injection d'argent

En août dernier, le président Félix Tshisekedi, originaire de la région du Kasaï, a décidé de débloquer 5 millions de dollars «pour relancer cette entreprise qui était autrefois la fierté de toute la nation». L'injection d'argent a permis à Miba de se remettre sur pied, a déclaré à l' AFP le directeur technique de la société, Raphael Mukadi Tshindundu , mais a ajouté que cela ne suffisait pas. «La mine est opérationnelle, l'exploitation est en cours, mais à un niveau minimal», a-t-il déclaré. Les premiers 3 millions de dollars ont été consacrés à la réhabilitation d'une usine de traitement de diamants à Disele et à l'achat d'une nouvelle d'une capacité horaire de 200 tonnes de minerai, a déclaré Tshindundu.

K.Fiakofi

Les juges désormais interdits d'occuper des postes dans l'exécutif

Le Haut Conseil judiciaire a interdit aux juges, mercredi 9 juin 2021 d'occuper des postes politiques dans l'exécutif. Cette résolution intervient suite au limogeage, mardi, du chef de l'Instance nationale de lutte contre la corruption, par le Premier ministre.



Cette décision est un pas important pour les juges tunisiens, qui luttent pour leur indépendance depuis 2011

Un pas vient d'être franchi avec cette interdiction faite aux juges tunisiens d'occuper des postes à la présidence, auprès du chef du gouvernement, dans les ministères et dans les différentes institutions de l'État. Selon le Haut Conseil judiciaire, cité par rfi.fr, *"l'image de la justice s'est dégradée et cette ordonnance vise à éloigner la justice des divisions politiques qui ont épuisé l'État"*.

Pour les juges tunisiens qui luttent pour leur indépendance depuis 2011 "c*'est une décision historique, attendue depuis très longtemps* " Pour eux, ce manque d'indépendance a longtemps menacé l'expérience démocratique dans leur pays, a indiqué rfi.fr.

De l'avis des milieux politique et judiciaire tunisiens, cet arrêt annule toute nomination de juges à des postes politiques à l'instar de Imed Ben Taleb, nommé mardi à la tête de l'Instance nationale de lutte contre la corruption. Elle annule également la nomination, par le Premier ministre, de trois ministres-juges lors de son dernier remaniement. Des nominations qui ont été rejetées par le président qui a accusé quatre ministres d'implications dans des affaires de corruption, a précisé msn.com

Roseline BADO

MOZAMBIQUE

Energie : Total confirme la suspension de son projet gazier au Mozambique après l'attaque djihadiste à Palma

Le groupe français Total a confirmé, lundi 26 avril 2021, la suspension de son gigantesque projet gazier dans le nord-est du Mozambique, en déclarant une situation de «force majeure», a rapporté France 24. Cette décision intervient après une attaque djihadiste à Palma.



Le projet Mozambique LNG, mené par Total au sein d'un consortium, représente un investissement total de 20 milliards



Total a «été obligé de suspendre indéfiniment certains contrats», a expliqué Carlos Zacarias, président de l'Institut national du pétrole (INP) au Mozambique

«Compte tenu de l'évolution de la situation sécuritaire», dans la province du Cabo Delgado et plus précisément autour du complexe gazier situé sur la presqu'île d'Afungi, Total confirme le retrait de l'ensemble du personnel», a affirmé le groupe dans un communiqué, cité par notre source, tout en ajoutant que cette situation conduit Total, en tant qu'opérateur du projet Mozambique LNG, à déclarer la force majeure.

Cette notion juridique est invoquée lorsque des conditions exceptionnelles empêchent la poursuite d'un chantier, et l'exécution des contrats qui y sont liés, a indiqué notre source, tout en rappelant que le projet Mozambique LNG, mené par Total au sein d'un consortium, représente un investissement total de 20 milliards.

«Total n'est pas en mesure d'exécuter ses obligations en raison de la grave détérioration de la situation sécuritaire» dans la région, ce qui «est entièrement hors du contrôle

La suite à la page 18

CAP-VERT

La suite de la page 17

de Total», a expliqué une porte-parole du groupe à l'AFP, cité par France24. Elle a ajouté qu'il est encore «trop tôt» pour déterminer quel retard sera infligé au projet, qui était censé être opérationnel en 2024.

Selon toujours notre source, ce gel pour raison de force majeure, restera en vigueur jusqu'à ce que le gouvernement du Mozambique rétablisse la sécurité et la stabilité dans la province «d'une manière vérifiable et durable».

Depuis fin 2017, des groupes djihadistes terrorisent la province du Cabo Delgado, pauvre mais riche en gaz naturel, située au nord-est du Mozambique, à la frontière avec la Tanzanie. Les attaques meurtrières de ces combattants, connus localement sous le nom "Al-Shabab» («les jeunes» en arabe), sont montées en puissance depuis un an: ils exercent une violence spectaculaire, pratiquant viols, décapitations et incendiant des villages, pour marquer les esprits. Des violences qui ont déjà fait plus de 2.600 morts, selon l'ONG Acled, cité par France24 et ont forcé quelque 723.000 personnes à fuir leurs villages et leurs maisons.

Leylatou TIENDREBEOGO

La Banque Mondiale s'engage à soutenir la relance économique du Cap-Vert



"Nous avons vraiment élargi notre programme au Cap-Vert l'année dernière, et avec près de 80 millions de dollars", a souligné Nathan Belete

La Banque mondiale (BM) a réitéré son engagement d'accompagner le gouvernement capverdien, dans les activités de développement pour que la relance économique post-COVID-19 puisse être atteinte, a indiqué le jeudi 10 juin, Nathan Belete, directeur des opérations du BM pour le Cap-Vert, après une audience avec le Premier ministre, Ulisses Correia e Silva, a rapporté Xinhua net.

«La campagne de vaccination est la plus importante et la plus urgente à ce moment, donc nous sommes vraiment en train de mobiliser des financements nécessaires pour répondre à ce besoin», a précisé Nathan Belete, directeur des opérations du BM pour le Cap-Vert, selon notre source, tout en ajoutant que la BM est en train de voir comment accélérer surtout les financements pour l'achat des vaccins, parce que le but du gouvernement capverdien est de vacciner 70% de sa population avant la fin de l'année.

La suite à la page 19

CAP-VERT

La suite de la page 18



L'économie capverdienne a subi une récession équivalente à 14,8% du produit intérieur brut (PIB) en 2020

La Banque mondiale a augmenté son soutien financier au Cap-Vert pour financer plusieurs projets dans les secteurs des finances, de l'éducation, de la protection sociale et de la santé.

"Nous avons vraiment élargi notre programme au Cap-Vert l'année dernière, et avec près de 80 millions de dollars, c'est un record pour l'engagement de la Banque mondiale au Cap-Vert", a souligné Nathan Belete, cité toujours par notre source. Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé en avril de 2020 un crédit de l'Association internationale de développement (IDA) de cinq millions de dollars américains, pour soutenir le Cap-Vert dans l'intensification des réponses à la pandémie de COVID-19.

L'économie capverdienne a subi une récession équivalente à 14,8% du produit intérieur brut (PIB) en 2020, en raison de «l'effet négatif extraordinaire» de la pandémie de COVID-19, selon l'Institut national de la statistique, a informé Xinhua net.

En 2020, le Cap-Vert a perdu un total de 19.718 emplois, le taux de chômage est passé à 14,5% et la dette publique capverdienne a augmenté d'un historique de 150%, en raison de la pandémie. Dans l'archipel, environ 33.000 personnes ont déjà été vaccinées, alors que le pays a enregistré, jusqu'au 13 juin 2021, 31 571 cas positifs, dont 30 316 guérisons et 273 décès.

Leylatou TIENDREBEOGO

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

13 millions de personnes seront vaccinées contre le COVID-19 au Ghana



La Banque mondiale a approuvé ce 14 juin un deuxième financement supplémentaire de 200 millions de dollars du projet de préparation et de réponse aux situations d'urgence COVID-19 au Ghana. En collaboration avec l'acquisition de vaccins COVID-19 de la Facilité COVAX, le projet fournira un financement pour aider le gouvernement du Ghana à acheter et à déployer des vaccins COVID-19 pour 13 millions de personnes dans le pays. Le projet renforcera également la résilience des systèmes de santé du Ghana afin de mieux se préparer à la future pandémie et d'assurer la continuité des services essentiels de santé et de nutrition, y compris la vaccination systématique des enfants.

RCA : les troupes rwandaises cessent leur opération conjointe avec les mercenaires de Wagner



Sur décision de l'État major rwandais, les forces spéciales de ce pays déployées en Centrafrique pour sauver le pouvoir du Président Touadera ne participent plus à des opérations conjointes avec les mercenaires de la société Wagner contre les rebelles de la coalition des patriotes pour le changement (CPC). Après les Casques bleus de la Minusca qui ont cessé toutes collaborations militaires avec les mercenaires de Wagner en République centrafricaine, c'est le tour des troupes spéciales rwandaises de mettre fin à leur participation aux opérations conjointes incluant les mercenaires russes de la société Wagner. Selon l'Etat-major rwandais, le comportement de ces mercenaires sur le théâtre de l'opération n'est pas du tout conforme aux droits de l'homme, encore moins aux droits humanitaires internationaux.

Centrafrique : Henri-Marie Dondra nommé au poste de Premier ministre



La nomination au poste de Premier ministre de Henri-Marie Dondra a été annoncée vendredi soir 11 juin par un décret lu à la radio nationale. Ministre des Finances depuis l'élection du président Faustin-Archange Touadéra en 2016, il succède à Firmin Ngrebada qui a rendu jeudi sa démission et celle du gouvernement suite aux élections législatives et présidentielle. Haut cadre du parti présidentiel, Henri-Marie Dondra était ministre des Finances et du Budget depuis cinq ans. Réputé proche du président Faustin-Archange Touadéra, M. Dondra est reconnu pour ses compétences en matière de finance internationale et sa connaissance des programmes d'aide du deuxième pays le moins développé au monde selon l'ONU.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Le PNUD disponible pour aider São Tomé et Príncipe à relancer le tourisme



L'Agence des Nations Unies pour le Développement, PNUD, s'est montrée disponible pour travailler avec São Tomé et Príncipe en vue de relancer les domaines du Tourisme gravement touché par la pandémie de COVID-19. L'information a été révélée par l'ambassadrice du PNUD à São Tomé, Katarzyna Wawiernia, qui s'adressait aux journalistes après une réunion de travail avec le ministre du Tourisme et de la Culture, Aerton do Rosário. « Nous avons discuté avec le ministre de multiples possibilités de capitaliser sur le secteur du tourisme, qui continue à mes yeux d'être une priorité pour relancer l'économie de São Tomé et Príncipe », estime Katarzyna, qui, « malgré la pandémie de COVID-19, Tourisme , J'insiste doit être en majuscule ».

La Tanzanie vise à devenir la plaque tournante du tourisme médical en Afrique



La volonté du gouvernement de faire de la Tanzanie une plaque tournante du tourisme médical a reçu un coup de pouce le 12 juin après le lancement de deux équipements médicaux de pointe au Jakaya Kikwete Cardiac Institute (JKCI). La présidente Samia Suluhu Hassan a inauguré l'usine Cathlab connectée au Carto 3 (Système d'électrophysiologie 3D & mapping) capable de diagnostiquer et de traiter les anomalies du système cardiovasculaire. La machine Cathlab moderne, a coûté 4,6 milliards de shillings au gouvernement. Les patients de JKCI sont un mélange de nationalités, où en dehors des Tanzaniens, d'autres sont Burundais, Comores, Éthiopiens, Malawites, citoyens américains, Égyptiens, Rwandais, Ougandais et Grecs.

Nigeria: la police disperse des manifestations anti-gouvernementales



La police nigériane a dispersé le samedi 12 juin 2021, des manifestations anti-gouvernementales à coup de gaz lacrymogènes à Lagos et à Abuja, blessant plusieurs personnes et procédant à des arrestations, a rapporté Jeune Afrique. Il s'agit des premières manifestations organisées simultanément dans plusieurs villes depuis le lancement de #Endsars, nom du mouvement contre les violences policières qui avait balayé en octobre dernier les villes du Sud du Nigeria, avant d'être réprimé et de tourner en émeutes.Selon notre source, les manifestants brandissaient des pancartes et des affiches sur lesquelles on pouvait notamment lire « Buhari doit partir », dénonçant la mauvaise gouvernance, l'insécurité et appelant à des réformes.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Le Cap-Vert reçoit un don de vaccins offert par le gouvernement chinois



Le gouvernement capverdien a reçu le samedi 12 juin, un don de 50.000 doses de vaccin contre la COVID-19 offert par le gouvernement chinois, a indiqué French China. La cérémonie de réception officielle de ces vaccins et 51.200 seringues a eu lieu à l'Aéroport international Nelson Mandela à Praia, en présence du Premier ministre Ulisses Correia e Silva, le ministre de la Santé Arlindo do Rosario et l'ambassadeur de Chine au Cap-Vert Du Xiaocong. Le Premier ministre a salué le geste du gouvernement chinois et a garanti que le Cap-Vert remplirait son plan de vaccination qui vise à vacciner 70% de la population d'ici la fin de l'année grâce à l'aide des pays «amis et partenaires» comme la Chine. A la date du 14 juin 2021, le Cap-Vert compte 31 571 cas positifs, avec 30 316 guérisons et 273 décès

Soudan: Manifestations sporadiques suite à la fin des subventions sur le carburant



Un mois après la conférence de Paris, les autorités de transition continuent de se conformer aux normes financières internationales en vue d'un allègement de la dette soudanaise, mais ces réformes passent très mal, alors que la population est déjà durement touchée par la crise économique, nous rapporte RFI. La tension est vive dans les rues de nombreuses villes du pays suite à la décision prise la semaine dernière par le gouvernement de mettre fin aux subventions sur le carburant. Une mesure qui s'inscrit dans une cure d'austérité amorcée depuis la chute d'Omar el-Béchir, pour rentrer dans les clous fixés par le FMI, a ajouté notre source. Des manifestations sporadiques ont donc éclaté aux quatre coins de Khartoum. Certains souhaitent le retrait de la réforme, d'autres exigent la chute du gouvernement.

Rwanda: le Conseil des ministres consacre le retour officiel de la diplomatie française à Kigali



Selon l'Agence Ecofin, le Conseil des ministres rwandais a approuvé la proposition de nomination d'Antoine Anfré comme ambassadeur de France au Rwanda, environ 6 ans après le départ de Michel Flesch. Cette arrivée s'inscrit dans le cadre du réchauffement des relations entre Kigali et Paris. La France a reconnu, il y a quelques jours, sa part de responsabilités dans le génocide de 1994. Emmanuel Macron s'était rendu en personne dans la capitale rwandaise pour rendre hommage aux victimes et tenter de réconcilier les mémoires, a indiqué notre source. Antoine Anfré est un homme expérimenté. Premier secrétaire de l'ambassade française en Ouganda dans les années 90, il a également dirigé l'ambassade de France au Niger. Connaisseur des questions politico-sociales du continent africain, il est de ceux qui ont alerté sur le risque de génocide. Avec sa nomination, tout semble en bonne voie pour une reprise active de la coopération entre les deux pays.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Zambie: Le président Edgar Lungu victime d'un malaise



Une déclaration de la présidence du Zambie cité par Africanew, a indiqué que le Président Edgar Lungu, 64 ans, a été victime d'un malaise alors qu'il assistait à la journée nationale de forces de défense dimanche et a précisé qu'il s'est immédiatement rétablie. A la tête de la Zambie depuis 2015, le président Edgar Lungu souffre d'Achalasie, une maladie rare touchant l'œsophage et entraînant des crises d'hypoglycémie, selon notre source. Il avait déjà été pris d'un malaise en public en 2015. Sa chute a provoqué l'interruption de la cérémonie officielle qui se déroulait devant les caméras de la télévision nationale.

Maroc: Un déficit de 24,6 milliards de DH



Le déficit budgétaire a atteint à fin mai dernier 24,6 milliards de DH, contre un déficit de 23,3 milliards DH à la même période de 2020, selon la situation des charges et ressources du Trésor publiée par la Trésorerie générale du Royaume (TGR), citée par L'Economiste. La baisse des recettes s'explique principalement par la diminution des impôts directs de 2,3% et des recettes non fiscales de 61%, conjuguée à la hausse des droits de douane de 29,3%, des impôts indirects de 15,6% et des droits d'enregistrement et de timbre de 11,8%, a indiqué notre source.

Maroc: le roi demande aux compagnies aériennes et maritimes de proposer des billets à des prix abordables



Suite à la décision de rouvrir les frontières aériennes et maritimes à partir du 15 juin, le roi a ordonné ce dimanche 13 juin dans un communiqué, cité telquel.ma, à l'ensemble des intervenants dans le domaine du transport aérien, en particulier la compagnie Royal Air Maroc, ainsi qu'aux différents acteurs du transport maritime, de veiller à pratiquer des prix raisonnables qui soient à la portée de tous. L'objectif est de permettre aux familles marocaines à l'étranger de rentrer au pays et renouer avec leurs familles et proches, particulièrement dans le contexte de la pandémie de la Covid-19", a souligné le Roi, dans le communiqué.

Zimbabwe: La police dans une tempête de taxis pirates



Les membres du Parlement ont exprimé leur inquiétude au sujet des taxis pirates qui, selon eux, sont autorisés à circuler dans tout le pays sans entrave, car la plupart d'entre eux appartiennent à des policiers, a rapporté NewsDay. Les législateurs ont déclaré que malgré une interdiction gouvernementale des taxis pirates, communément appelés mushika-shika, beaucoup d'entre eux se retrouvent toujours dans le centre-ville malgré une forte présence policière, ce qui soulève alors des questions quant à la façon dont ils sont autorisés à fonctionner, a ajouté notre source.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Zimbabwe: 400 agriculteurs réinstallés expulsés



Plus de 400 agriculteurs nouvellement réinstallés à Maganga, près de Marondera, ont été expulsés la semaine dernière pour ouvrir la voie au propriétaire d'origine de la ferme, Hunyani Estate, a indiqué Bulawayo 24 News. Selon notre source, les agriculteurs ont été expulsés par le Messager de la Cour, qui s'est jeté sur eux armé d'une ordonnance du tribunal. Leurs biens ont été enlevés de force et jetés le long de la ligne ferroviaire Harare-Mutare.

Tunisie: Don de treize lits de réanimation aux hôpitaux par l'organisation aux secours islamiques



Le bureau de l'organisation des secours Islamiques à Tunis a fait don de 13 lits de réanimation aux hôpitaux tunisiens, a rapporté Mosaïque Fm. Le don, d'une valeur d'environ 700 mille dinars, s'inscrit dans le cadre du renforcement des efforts de l'Etat pour la lutte contre le coronavirus. Selon notre source, la remise de ces aides par l'Organisation des secours Islamiques, s'est faite en coordination avec le ministère de la Santé et a débuté le lundi 14 juin 2021. D'abord par l'hôpital Habib Thameur à la capitale, ensuite à l'hôpital régional de Béja et enfin, les autres établissements hospitaliers suivront.

RDC : Félix Tshisekedi annonce la création de l'agence de prévention et gestion des catastrophes naturelles



Le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a annoncé lors d'une conférence de presse tenue dimanche 13 juin à Goma dans le Nord-Kivu, la création de l'agence de prévention et de gestion des catastrophes naturelles, a rapporté Radio Okapi. Félix Tshisekedi, en séjour dans cette partie du pays afin de compatir avec les familles touchées par l'éruption volcanique, a expliqué avoir pris cette décision suite à la dernière éruption volcanique du Nyiragongo qui a causé plusieurs morts et d'importants dégâts matériels. En rappel, le 22 mai 2021, le volcan Nyiragongo est entré en éruption, causant la mort d'au moins 30 personnes, la destruction de plus de 3 000 maisons et environ 420 000 personnes déplacées.

Congo Brazza : Les agents des conseils départementaux et municipaux totalisent jusqu'à 51 mois d'arriérés de salaires



Les agents des conseils départementaux et municipaux du Congo Brazzaville totalisent jusqu'à 51 mois de salaires impayés à ce jour, a informé les Echos du Congo Brazzaville. A cet effet les présidents des conseils municipaux et départementaux ont saisi le bureau du Sénat, pour solliciter son intervention. Selon notre source, ils ont signifié que depuis plus de trois ans, les crédits qui leur sont alloués dans le cadre du contrat Etat-départements ne viennent plus. Ainsi, le nombre global d'arriérés de salaire varie d'un conseil à l'autre et tourne entre 45 à 51 mois. En rappel, le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, dans son discours d'investiture, le 16 avril dernier, avait annoncé dans le budget exercice 2021, que 14, 80 milliards francs CFA sont prévus pour résoudre la question. Mais pour l'heure, ces derniers continuent d'attendre ces financements.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Plus de cinq millions de cas de Covid-19 en Afrique



Plus de cinq millions de personnes ont contracté le virus Covid-19 en Afrique depuis son apparition en Chine fin 2019, ont montré samedi les données citées par l'AFP à partir de sources officielles. Au total, 5 008 656 cas de coronavirus ont été signalés dans 54 pays dont près de 109 800 au cours des sept derniers jours, pour une moyenne quotidienne de 15 680. Plus de 134 000 personnes sont décédées. Le nombre de cas officiels n'est d'ailleurs probablement qu'une fraction du nombre réel, en raison des variations des politiques de santé et des niveaux variés de capacité de dépistage d'un pays à l'autre. L'Afrique est désormais la seule région où la pandémie de Covid-19 est toujours en hausse, avec une augmentation hebdomadaire de 30%, et elle risque une troisième vague de la maladie. L'Afrique du Sud a entamé une troisième vague selon son Institut national des maladies transmissibles.

Une centaine de migrants partis de Libye secourus par la Tunisie



La marine tunisienne a secouru en pleine mer 101 migrants partis de Libye en direction de l'Europe, dont l'embarcation était en déroute près de la plateforme gazière de Miskar, a indiqué le dimanche dernier, le ministère de la Défense. L'embarcation repérée à 67 km au large des côtes tunisiennes, transportait «101 migrants clandestins âgés de 1 à 50 ans, dont 6 femmes et 4 enfants», de différentes nationalités, a précisé le ministère dans un communiqué. Ils ont indiqué à l'AFP avoir pris la mer vendredi soir du port libyen de Zouara, et ont été remis aux autorités au port tunisien de Sfax. Dans une deuxième opération, la marine a intercepté 13 candidats à l'exil, tunisiens âgés de 19 à 39 ans, dont deux femmes, à 40 km au large des côtes tunisiennes. Ils ont indiqué avoir pris la mer samedi depuis Djerba, une île de la côte tunisienne. Les départs depuis la Tunisie et la Libye voisine ont nettement augmenté ces deux dernières années. Il y a eu 11.000 départs de Libye entre janvier à avril 2021, soit 73% de plus qu'à la même période l'an passé, en raison notamment de la «détérioration» de la situation pour les étrangers dans le pays, selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)

Le Kenya est libre de rouvrir son ambassade à Mogadiscio, selon la Somalie



La Somalie a déclaré que le Kenya pouvait rouvrir son ambassade à Mogadiscio. En effet, deux jours après que le Kenya a rouvert l'espace aérien aux vols somaliens, Mogadiscio affirme que rien n'empêche plus les deux parties de reprendre des relations diplomatiques complètes. Une note envoyée samedi à Nairobi indique que la Somalie a, pour la deuxième fois en un mois, «normalisé» ses relations avec le Kenya, mettant fin à six mois de querelles diplomatiques entre les deux pays. « Dans un esprit de bon voisinage, la République fédérale de Somalie appelle la République du Kenya à rouvrir sa mission diplomatique en Somalie, et le gouvernement fédéral de Somalie rouvrira réciproquement son ambassade au Kenya », a déclaré à Nation Africa Abdirizak Mohamed.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Redacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Abdoul Karim TAPSOBA
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money